

*Initiatives ministérielles*

Le gouvernement pourrait relever le salaire minimum. Comment s'attend-il qu'une femme qui gagne 4\$ l'heure puisse élever ses enfants? Le gouvernement pourrait aussi imposer l'équité salariale en fixant des objectifs et des calendriers précis, au lieu de laisser les femmes être économiquement exploitées simplement à cause de leur sexe.

Dans notre société, les femmes doivent encore assumer toute la responsabilité de l'éducation des enfants. Qu'elle ait ou non un conjoint, la mère est censée se charger de la tâche exigeante des soins aux enfants. Malgré des paiements insuffisants ou inexistantes, les femmes constituent souvent le seul soutien financier, affectif et moral de la famille.

Les femmes doivent pouvoir être certaines que, si elles deviennent mères, elles ne perdront pas leur emploi et leur gagne-pain, qu'elles n'aient pas à s'enfoncer dans la pauvreté avec leur famille et qu'il existe un système de soutien tenant compte du fait que beaucoup de travailleurs sont aussi des parents. Au cours d'une enquête réalisée en 1988, 21 000 Canadiennes ont dit qu'elles ne faisaient pas partie de la population active parce qu'elles avaient été incapables de trouver des garderies subventionnées. La politique du gouvernement oblige donc les femmes à rester à la maison et à vivre dans la pauvreté.

Le gouvernement a présenté un plan nettement insuffisant pour faire face à la crise dans le secteur de la garde des enfants, mais même ce plan, il y a renoncé. Le gouvernement a abandonné les enfants du Canada. Au lieu de rétablir l'avortement dans le Code criminel, il devrait améliorer la situation des enfants et des parents. Au lieu de faire des promesses hypocrites durant les campagnes électorales et de les renier après, il devrait prendre des mesures positives.

Le système canadien des congés parentaux est loin derrière celui de la plupart des pays d'Europe. Au Canada, une femme enceinte doit avoir eu un emploi assurable pendant 10 à 20 semaines, selon le taux régional de chômage, pour être admissible à 15 semaines seulement de congé de maternité, avec des prestations n'atteignant au maximum que 60 p. 100 de ses gains assurables.

Un homme ou une femme qui est un nouveau parent naturel ou adoptif et qui répond aux critères d'admissibilité peut prendre un congé parental de dix semaines et toucher un maximum de 60 p. 100 de sa rémunération assurable pour s'occuper de l'enfant, à condition que ce parent vive dans une province ou travaille pour un employeur qui accorde un congé parental de cette durée. Le gouvernement réduit de cinq semaines, à compter de cette année, le congé parental dont peuvent se prévaloir les parents adoptifs. En même temps que les conservateurs recriminalisent l'avortement, ils rendent l'adoption

encore plus difficile. Quel autre bel exemple d'hypocrisie! Le parent adoptif doit s'engager à rester à la maison pendant une période déterminée pour s'occuper de l'enfant. Le gouvernement impose aux gens un fardeau financier qui les dissuadera d'adopter un enfant.

Pourquoi le gouvernement ne se fixe-t-il pas comme objectif à court terme, dans une première étape, de prolonger le congé parental pour le porter à 24 semaines et n'entame-t-il pas des négociations avec les provinces pour modifier leur code du travail en vue de prévoir le congé parental?

Nous devons aussi trouver d'autres moyens de faciliter les choses aux travailleurs qui ont des responsabilités familiales. Nous devons prendre des mesures efficaces pour rendre notre société accueillante pour les enfants, pour que ceux-ci soient considérés comme des membres précieux de notre société. Nous ne pouvons plus continuer à jouer le jeu de ce gouvernement qui fait abstraction des besoins de nos enfants qu'il faut nourrir, loger et soigner. Les parents devraient pouvoir passer le temps qu'il faut avec leurs enfants, sans se priver ni priver leur famille. Le coût de la vie a tellement augmenté que les deux parents sont habituellement obligés de travailler. Les employeurs et le gouvernement doivent reconnaître que les travailleurs ont une famille et qu'il faut restructurer l'économie en conséquence.

Notre société oblige les femmes à être les principales responsables du soin des enfants, mais elle n'offre pratiquement aucun soutien aux femmes enceintes et aux nouvelles mères. A une conférence sur la vie familiale, des femmes ont soulevé le problème d'une mère aveugle ayant quatre enfants et qui est incapable d'obtenir des services d'aide familiale. Des services de soutien doivent être accessibles à toutes les femmes. Ils sont rentables, car ils permettent d'avoir des familles en santé et des personnes bien adaptées.

Les maladies transmises sexuellement risquent de causer l'infertilité, des malformations, voire la mort. Santé nationale et Bien-être social Canada estime que le traitement des MTS a coûté 220 millions de dollars en 1983. On a évalué le coût direct du traitement du SIDA à 192,6 millions de dollars en 1985. Sans parler des coûts personnels et sociaux qu'entraînent ces maladies. La moitié de toutes les grossesses ectopiques qui nécessitent une chirurgie d'urgence pour retirer un ovule fécondé d'une trompe de Fallope sont causées par une maladie transmise sexuellement. Un gouvernement qui prétend se soucier à la fois du fœtus et de la mère devrait certes tenter de prévenir les MTS au moyen de l'information et de services facilement accessibles. Les gouvernements devraient s'occuper de la protection et de la promotion de la santé, au lieu d'imposer des restrictions aux femmes sur leur choix d'enfanter.